

## Victoire de Yoon Suk-yeol à la présidentielle sud-coréenne : un conservateur atypique à la maison Bleue

Jean-Yves Colin

## A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale.

Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

## A propos de l'auteur:

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.



## **Victoire de Yoon Suk-yeol à la présidentielle sud-coréenne : un conservateur atypique à la maison Bleue**

**Jean-Yves Colin**

*10 mars 2022*

Le 9 mars, le candidat conservateur Yoon Suk-yeol (61 ans) l'a finalement emporté au terme d'une compétition électorale très serrée avec 48,56 % des voix contre 47,83 % pour son concurrent progressiste Lee Jae-myung, soit un écart de 0,73 % représentant environ 260 000 voix. Le Président sud-coréen qui est un président exécutif, est élu à un seul tour pour 5 ans et pour un seul mandat. Ce scrutin a bénéficié d'une participation élevée : 77,1 % quasiment identique à celle de 2017 (77,2 %).

Depuis les déclarations de candidature de l'automne dernier, Yoon Suk-yeol pour le Parti du Pouvoir du Peuple représentant le camp conservateur et Lee Jae-myung pour le Parti Démocrate ont été au coude à coude autour de 40 %, l'écart entre les deux dépassant rarement 1 à 2 % dans les sondages, inférieur à la marge d'erreur de ceux-ci ; les sondages à la sortie des urnes donnaient alternativement la victoire à l'un ou l'autre.

Celui qui paraissait en troisième place dans les sondages, Ahn Cheol-soo, candidat du Parti du Peuple et à l'origine fondateur du laboratoire AhnLab qu'il a dirigé jusqu'en 2005, a choisi de se rallier à Yoon en toute fin de campagne. Il était crédité selon les sondages de 5 à 10 % des voix. Son désistement n'est pas étranger à la victoire du candidat conservateur. Certains y vont vu dans de l'opportunisme de la part d'un opposant qui se présentait comme un rénovateur mais dont les candidatures précédentes à la mairie de Seoul en 2011 et à la Présidentielle de 2012 ont été des échecs.

Sim Sang-jung, candidate du Parti de la Justice, femme de gauche et résolument féministe, n'a rassemblé que 2,37 % des suffrages.

Le désistement de Ahn a donc contribué à la victoire de Yoon pendant que le maintien de Sim dans la compétition électorale n'a probablement pas facilité le candidat progressiste.

Comme bien souvent en Corée du Sud, la campagne électorale a été l'occasion de confrontations d'idées, sinon de programmes, et de plusieurs débats télévisés. Elle a été ternie par le

« déballage » d'affaires et scandales de plus ou moins grande ampleur, destinés à faire trébucher l'adversaire. Un acte de violence s'est même produit, l'attaque du président du Parti Démocrate avec un marteau à Seoul le 7 mars, ce qui est heureusement beaucoup plus rare. Au fil des campagnes, ce mélange des genres s'affirme de plus en plus. Comme ailleurs, il reflète l'importance croissante de l'information en continu et des réseaux sociaux. Il est également le signe manifeste d'un esprit de revanche voire de vengeance entre partis conservateur et progressiste. Cette phase de la vie politique a commencé avec le suicide, en 2009, du président démocrate Roh Moo-hyun (2003-2008). Elle s'est poursuivie avec les victoires des conservateurs Lee Myung-bak (2008-2013) et Park Geun-hye (2013-2017). Puis elle s'est accentuée avec la destitution de cette dernière sur fond de manifestations rassemblant 1 voire 2 millions de personnes dans les rues de Seoul en 2016, et qui ont amené au pouvoir Moon Jae-in en 2017. L'emprisonnement des deux présidents conservateurs (Mme Park a été relâchée à la veille de Noël 2021 mais le président Lee demeure en prison) a satisfait les protestataires de 2016 mais indigné les soutiens de ces deux présidents.

Cette élection présidentielle s'est inscrite en prolongement de ces événements ; elle a été une forme de referendum sur la présidence Moon. Le candidat Lee Jae-myung était le continuateur du président sortant, avec la difficulté de s'en distinguer. En revanche Yoon Suk-yeol se présentait en ferme opposant de Moon Jae-in. Nommé en procureur général en juillet 2019, il avait démissionné en mars 2021 ; il s'est proclamé « témoin de la déviance de la politique de l'Etat par rapport à la Loi à la seule demande du Président » et prêt à combattre une corruption politique contre laquelle le candidat Moon avait mené campagne quatre années auparavant. Le camp conservateur a ainsi trouvé son « chevalier blanc ».

Le contexte de cette élection a été paradoxal.

A la veille du scrutin, le Parti Démocrate pouvait, à juste titre, se prévaloir de deux mérites :

- D'une part, la gestion de la crise du Covid-19 sous la présidence Moon a été remarquable du début de la pandémie en janvier-février 2020 jusqu'à la fin 2021. La Corée du Sud a bénéficié d'une préparation administrative sans égal dans d'autres pays du monde (hormis Taiwan), de règles strictes d'immigration et de l'isolation du territoire transformé en quasi-île du fait de la frontière fermée avec le voisin du nord, la seule possibilité d'entrée étant par voie aérienne ou maritime. Si le nombre des coréens contaminés a atteint 5,5 millions le jour du scrutin, soit environ 10 % de la population, le nombre des décès est resté limité (9 646 à cette même date).

- L'autre succès de la présidence Moon était une réussite macro-économique incontestable, la meilleure peut-être, au sein des pays de l'OCDE : une baisse du PIB limitée à 0.9 % en 2020, une croissance d'environ 4 % en 2021 et une estimation de croissance de 3 % pour 2022 (avant la guerre en Ukraine) ; un excédent commercial élevé et tiré par une forte progression des exportations ; un chômage faible de l'ordre de 3 % après un pic de 5,1 % en janvier 2021 ; et des finances publiques très saines, le déficit budgétaire ayant été limité à 4,4 % en 2021 malgré sept plans de soutien pour environ 110 milliards de USD, avec une prévision de 3 % en 2022, une dette publique estimée à 50 % du PIB en 2022 (43,9 % en 2020), et des réserves de change de plus de 460 milliards de USD.

Pour autant l'opinion publique a fait preuve d'un fort désir de changement. Cet état d'esprit est dû à une déception à l'égard des promesses électorales de Moon Jae-in en 2017. Comme l'a montré la seconde partie de sa présidence à compter de 2019 avec la démission de Cho Kuk, Ministre de la Justice, alors considéré comme un potentiel successeur, et le conflit entre la présidence et le nouveau titulaire de la Justice d'une part et Yoo Suk-yeol d'autre part, les procès relatifs au dirigeant de Samsung et divers scandales, la moralisation de la vie politique n'a pas changé à hauteur des espérances de 2017. De plus les bons chiffres macro-économiques ne cachent pas aux yeux des coréens des problèmes structurels endémiques ; leur résolution certes difficile était le second pilier de la campagne de Moon Jae-in ; il s'agit, entre autres, dans le domaine immobilier, de la hausse des prix, de la difficulté à se loger pour les plus jeunes et les plus démunis, et de la concentration urbaine à Seoul, ou bien de questions sociétales liées aux inégalités entre hommes et femmes, ou à l'éducation. Cette situation affecte en particulier un électorat « flottant » que le New York Times a résumé dans une formule choc : « jeune, fauché et en colère », incluant des jeunes hommes inquiets voire révoltés d'avancées féministes qui leur donnent le sentiment d'être abandonnés. Enfin, les tentatives répétées du Président Moon d'ouverture vis-à-vis de la Corée du nord n'ont guère été couronnées de réussite bien qu'il n'en soit pas responsable.

Les derniers jours de la campagne ont été marqués par plusieurs faits notables :

- Une innovation électorale importante a été introduite : le vote anticipé pendant deux jours (vendredi 4 et samedi 5), avec la possibilité pour les patients atteints de la Covid-19 et ceux en quarantaine de voter pendant une heure à compter de 17h ; de longs délais d'attente et la collecte des votes dans des sacs et des cartons au lieu d'urnes – pour des raisons sanitaires - ont fait naître des craintes de fraude rejetées par la Commission nationale électorale ; elle a cependant autorisé le vote de ces électeurs directement dans les urnes le 9 mars dans le créneau horaire qui leur a été dédié (18h-19h30).

- La Corée du nord a procédé à de nouveaux tirs de missiles les 27 février et 5 mars, après sept en janvier, soit en quasiment deux mois davantage qu'en 2021 ; ces essais correspondent probablement au programme de l'armée nord-coréenne mais ont suscité des interprétations contradictoires en période électorale au sud. A cela s'est ajoutée une incursion maritime d'un navire de pêche nord-coréen dans les eaux sud-coréennes, qui a entraîné une riposte sud-coréenne ; ce navire et son équipage ont été rapatriés en Corée du Nord.
- Des feux de forêt ont affecté la province du Gyeongsang du nord ; le Président Moon a rapidement visité les zones sinistrées et pris la décision de classement des villes de Uljin et Sancheok en zones de catastrophe spéciale, pour déclencher les aides aux populations concernées. Ainsi il évitait toute polémique relative à la gestion des catastrophes comme cela avait été le cas lors du naufrage du Sewol en 2013, qui avait coûté la vie à plus de 300 élèves et étudiants.
- Depuis la fin 2021 et l'arrivée du variant omicron, la crise de la Covid-19 s'est amplifiée ; les contaminations ont dépassé 100 000 cas à la mi-février et varié entre 200 000 et 260 000 début mars comme les experts s'y attendaient, obligeant le gouvernement à adapter son dispositif sanitaire, avec en arrière-plan la crainte d'une saturation du système hospitalier. Le jour du scrutin le chiffre des contaminations était de 342 446.

Quelle peut être la politique du nouveau Président ? Trois aspects, entre autres, peuvent être envisagés :

- En matière économique et sociale, la question centrale sera sa capacité à amorcer une amélioration durable des inégalités structurelles qui pèsent sur la société sud-coréenne sans pour autant compromettre les succès macro-économiques des années passées. Le Président Moon avait pensé s'y attaquer au début de son mandat en poussant à la revalorisation des bas salaires. Cette politique a alors suscité l'inquiétude des entreprises, les plus grandes inquiètes d'une perte de compétitivité par rapport à leurs concurrentes chinoises ou d'Asie du Sud-Est et les plus petites menacées par la hausse de leurs coûts. Cependant la réussite économique, tant au niveau des indicateurs globaux que de ceux des grandes entreprises, reste le meilleur gage de la prospérité des sud-coréens et de l'affirmation de la Corée du Sud au sein des principales nations qu'ont illustrée les invitations du Président Trump au G7 et la candidature sud-coréenne à la présidence de l'Organisation Mondiale du Commerce (malgré son échec). Aussi toute politique visant à réduire les inégalités quelles qu'elles soient sera délicate à conduire même si la bonne situation budgétaire donnera au nouveau gouvernement un peu de marge. Dans une déclaration postérieurement à sa victoire Yoon Suk-yeol a indiqué qu'« un changement

d'une économie tractée par l'Etat vers une économie focalisée sur l'humain fortifiera la couche de la classe moyenne », s'appuyant sur le secteur privé. Il a aussi promis une accélération de la construction de logements et un aménagement de la fiscalité immobilière. Dans le domaine social, certaines des déclarations du candidat Yoon comme celle visant à la suppression du ministère de la femme et de la famille ont cependant fait frémir les progressistes et les milieux féministes. A l'évidence Yoon Suk-yeol ne se posait pas en expert de l'économie et de la finance. Le choix des nouveaux ministres et de ses conseillers à la présidence sera donc essentiel.

- Au-delà de la volonté de la Corée du Sud de s'affirmer et d'être reconnue en tant que puissance moyenne, et de la recherche d'un positionnement par rapport aux autres pays d'Asie et à l'incontournable allié américain, un point reste en suspens et a des effets significatifs en termes de politique intérieure : la relation avec le Japon. Les controverses permanentes concernant la souveraineté des îlots Takeshima / Dokto, les travailleurs coréens dans des firmes nippones à l'époque de la guerre comme l'a récemment rappelé la polémique au sujet de la mine d'or de l'île de Sado, les contentieux devant des cours de justice coréennes au titre des femmes de réconfort et de ces travailleurs obligatoires empoisonnent les relations bilatérales. Elles le font probablement au-delà de ce que souhaiteraient les responsables politiques et administratifs à Seoul, mais sont d'autant plus sensibles que les populations concernées diminuent rapidement ; ainsi les travailleurs obligatoires coréens sont passés de plus de 8 000 en 2016 à moins de 600 aujourd'hui. Ni le Premier Ministre Shinzo Abe ni son successeur Yoshihide Suga n'ont cherché à établir un dialogue constructif avec le Président Moon à qui ils reprochaient d'avoir renié l'engagement d'Etat conclu avec Mme Park en 2015 et le temps faisant, ont préféré attendre le résultat du scrutin du 9 mars. Il sera intéressant d'observer si l'actuel Premier Ministre Fumio Kishida, ministre des affaires étrangères au moment de la signature d'accord nippo-coréen de 2015, cherchera à renouer un dialogue dès lors que le camp conservateur revient au pouvoir à Seoul. Dans l'immédiat le Premier Ministre japonais a rapidement adressé ses félicitations au vainqueur.
- Autre point critique pour la Corée du sud et question apparemment insoluble : les relations avec la Corée du Nord et la dénucléarisation de la péninsule. Les dirigeants conservateurs et progressistes ont oscillé entre fermeté et recherche d'un dialogue, et inscrit leurs choix dans le cadre de la politique de négociation du Président Clinton, de la patience stratégique du Président Obama et de « l'art du deal » du Président Trump. Aucune de ces approches n'ont infléchi la détermination des dirigeants de Pyongyang à se doter d'un armement nucléaire qui garantisse sa pérennité. Au cours de sa campagne, Yoon Suk-yeol

a choisi la fermeté vis-à-vis du voisin du nord et s'est déclaré en faveur du renforcement de l'alliance avec les Etats-Unis et du déploiement de missiles américains THAAD, voire d'une frappe préventive. Ce sujet semble avoir été le principal au cours d'un appel du Président Biden, le premier de chefs d'Etat étrangers, à Yoon Suk-yeol.

La victoire sur le fil de Yoon Suk-yeol est un événement considérable dans la vie politique sud-coréenne. Elle laisse le pays divisé en deux blocs égaux. Le nouveau président devra aussi composer avec une Assemblée Nationale de 300 députés dominée par le Parti Démocrate (172 contre 110 pour le Parti du Pouvoir du Peuple). La personnalité de pourfendeur de la corruption du vainqueur peut faire craindre une République des juges. Son manque d'expertise en matière économique peut également inquiéter. On peut néanmoins penser, ou au moins espérer, que le président sera différent du procureur, puis du procureur général et enfin du candidat qu'il fut, et que le choc des réalités le transformera en homme d'Etat. Deux tests à venir seront importants : d'abord la passation de pouvoirs (le 10 mai prochain) entre le sortant Moon Jae-in et le nouveau président alors que le candidat promettait d'enquêter sur l'administration Moon, puis le choix du Premier Ministre et la composition du gouvernement. En tout état de cause ce scrutin démontre une fois de plus que la Corée du sud, jeune démocratie de 30 ans environ, est une démocratie dynamique, pleine de vie, qui fait honneur à son peuple et peut servir d'exemples à bien d'autres démocraties et de pays, en Asie et ailleurs.